

# INFOS EUSKAL HERRIA



Bulletin du Comité de Solidarité avec le Peuple Basque

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris  
comite\_basque@yahoo.fr - <http://cspb.unblog.fr>



3ème trimestre 2016

## 1936-2016 : 80 ANS DE RÉSISTANCE POUR UN PAYS BASQUE LIBRE



En 1936, la Seconde République espagnole est menacée par un coup d'Etat fasciste mené par le général Franco. Rapidement, la résistance s'organise afin de faire face à la volonté d'instaurer un nouveau régime autoritaire dans la péninsule ibérique, quelques années après la prise de pouvoir d'Antonio Salazar au Portugal.

Les trois années de guerre furent particulièrement dures au Pays basque où les combats acharnés des gudari (soldats en langue basque) retardèrent la défaite. Le bombardement de Gernika le 26 avril 1937 est un symbole de la « guerre d'Espagne », immortalisé par Pablo Picasso. La petite ville entièrement détruite par les bombes des avions de la Légion Condor envoyée par l'Allemagne nazie et de l'Aviation Légionnaire italienne fasciste n'a pas été choisie au hasard. Outre les combats menés par les Gernikar (habitants de Gernika), cette ville est un emblème des libertés basques. C'est en effet sous le chêne de Gernika que les différents seigneurs venaient prêter serment, promettant de respecter les lois provinciales (fueros) et l'autonomie juridique et fiscale des provinces basques.



La victoire obtenue par les franquistes après trois ans de guerre a marqué le début d'un régime totalitaire dont la devise était « Une, Grande et Libre ». Celle-ci supposait une négation totale des libertés basque, catalane ou encore galicienne au profit de la construction d'une identité espagnole uniforme.

La création d'Euskadi Ta Askatasuna (ETA) en 1959 a marqué une avancée considérable dans le combat mené par les forces antifascistes. Ainsi, la première action armée de l'organisation révolutionnaire basque a été d'exécuter Melitón Manzanas, collaborateur de la Gestapo pendant la Seconde Guerre mondiale, chef de la Brigade Politico-Sociale de Gipuzkoa, en 1968. Cinq ans plus tard, le successeur désigné du dictateur, Luis Carrero Blanco, trouvait la mort dans une opération militaire d'ETA. Le régime vacillait.

La mort de Franco et la mise en route d'une prétendue « Transition Démocratique » ne doit tromper personne. La désignation par

Franco lui-même de Juan Carlos pour occuper le trône royal, la reconversion de hautes personnalités du régime dans les nouveaux partis «démocratiques» (Manuel Fraga, dernier ministre de l'intérieur du régime et créateur du Parti Populaire) et, surtout, l'amnistie offerte à tous les collaborateurs du régime ont permis que rien ne change.

Derrière une vitrine renouvelée, les structures de l'Etat fasciste sont toujours en place.

Les Basques ne s'y sont d'ailleurs pas trompés en boycottant massivement le référendum devant approuver la nouvelle constitution en 1978, issue du « pacte de la Moncloa » réunissant ancien fidèles du régime franquiste et une partie de l'opposition socialiste et communiste. Ainsi, seuls 31 % des inscrits se sont prononcés en faveur de celle-ci dans tout le Pays basque sud.

Face à cela, la lutte pour l'indépendance et le socialisme de la gauche basque garde toute sa légitimité. Franco mort, l'Etat espagnol est resté une prison des peuples utilisant la torture, l'emprisonnement et la guerre sale contre la résistance basque.

Symbole de cette continuité entre l'Espagne franquiste et la monarchie espagnole, la constitution des Groupes Antiterroristes de Libération (GAL) au début des années 1980, alors que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) est arrivé au pouvoir. Décidés à combattre la résistance basque jusqu'en Pays basque nord sous domination française, des policiers espagnols et français, des militants d'extrême-droite et des mafieux

et des mafieux s'allient sous le commandement direct des plus hauts responsables du gouvernement de Madrid. Plus d'une vingtaine de personnes perdront la vie dans les actions du GAL.

Surtout, PSOE comme PP, les deux partis s'étant partagés le pouvoir, refusent d'avancer sur le droit à l'autodétermination des nations occupées par l'Espagne, le Pays basque en premier lieu. Prétextant de la lutte armée d'ETA, la répression contre la gauche indépendantiste basque est forte : arrestations de dizaines de milliers de personnes, incarcérations pour plusieurs milliers d'entre elles et, à partir de 1989, dispersion systématique des prisonnières et prisonniers politiques basques. Cela obligeant les familles à parcourir des centaines de kilomètres pour visiter leurs proches.

Plus tard, les juges de l'Audience nationale en charge de la « lutte antiterroriste », héritière du Tribunal d'Ordre Public franquiste, élaborent une doctrine où toutes les organisations de la gauche indépendantiste basque seraient liées organiquement à ETA car partageant les mêmes objectifs : l'indépendance et le socialisme. Résultat : plusieurs partis politiques, associations de soutien aux prisonnières et prisonniers politiques, organisations de jeunesse, journaux et autres médias sont interdits. Le tout, sous le regard bienveillant des autoproclamés défenseurs des droits de l'Homme.

Malgré cela, le peuple travailleur basque n'a jamais cessé d'élaborer une société solidaire, féministe et internationaliste. A travers la création de moyens de communication autonomes, l'occupation de lieux autogérés ou la mise en pratique

d'alternatives concrète au capitalisme, l'Euskal Herria de demain se construit chaque jour.

En cela, le combat actuel de la gauche indépendantiste basque s'inscrit dans la continuité de la résistance au régime fasciste de Franco.

En 2011, ETA décidait unilatéralement la cessation définitive de son activité armée afin de permettre la résolution politique des causes et des conséquences du conflit basque. Les Etats espagnol et français, suivant leur ligne de conduite impérialiste, refusent d'avancer sur ce terrain.

Commémorer 1936 ne peut se faire qu'en empruntant le chemin tracé par les femmes et les hommes ayant lutté. Les militantes et les militants se reconnaissant dans la gauche indépendantiste basque s'inscrivent dans cet héritage, le faisant vivre au quotidien.

Combattre les héritiers du franquisme aujourd'hui, c'est soutenir le droit à l'autodétermination des peuples sous domination espagnole, le droit à construire une société débarrassée de l'impérialisme et du capitalisme.

**LIBERTE POUR LES  
PRISONNIERES ET PRISONNIERS  
POLITIQUES BASQUES !**

**LIBERTE POUR LE PEUPLE  
BASQUE !**





## **Torture : l'Etat espagnol de nouveau condamné !**

Le 31 mai dernier, le Tribunal Européen des Droits de l'Homme a condamné l'Etat espagnol pour ne pas avoir enquêté sur les tortures dénoncées par le militant basque Xabier Beortegi Martínez durant ses quatre jours de garde à vue en 2011. Il s'agit de la huitième condamnation de ce type de l'Etat espagnol.

Quarante après la mort de Franco, la Guardia Civil torture toujours...



## **Mandat d'Arrêt Européen : Emilie Martin recherchée**

En 2012, la police française détenait Aurore Martin, militante indépendantiste basque d'Ipiralde (Pays basque nord sous domination française), pour la remettre à la justice espagnole. Il lui était reproché son activité au sein du parti Batasuna, interdit dans l'Etat espagnol mais légal dans l'Etat français, notamment des articles d'opinion et des réunions publiques.

Aujourd'hui, les deux Etats continuent de collaborer grâce au Mandat d'Arrêt Européen, procédure accélérée d'extradition adoptée pour « lutter contre le terrorisme » en 2002. Ainsi, Emilie Martin, sœur d'Aurore, fait également l'objet d'un MAE pour son activité en soutien aux prisonnières et prisonniers politiques basques.

Contre toutes les coopérations militaires, policières, judiciaires des impérialistes, la solidarité internationaliste est notre arme !



## **La candidature d'Arnaldo Otegi interdite**

Le dimanche 25 septembre prochain, des élections auront lieu afin de renouveler le Parlement de la Communauté Autonome Basque couvrant trois provinces sur les sept historiques du Pays basque. La coalition de la gauche indépendantiste, EH Bildu, avait décidé de présenter comme tête de liste Arnaldo Otegi, secrétaire national du parti Sortu et libéré de prison en mars 2016 suite à une peine infligée en raison de ses activités politiques, notamment pour sa participation au changement stratégique de la gauche indépendantiste basque. Utilisant des artifices juridiques fallacieux, l'Etat espagnol a interdit la candidature d'Arnaldo Otegi.

Ce n'est pas la première fois que Madrid cherche à dicter aux Basques qui peut se présenter ou pas aux élections. Depuis 2003 et l'illégalisation de Batasuna, différents partis et coalitions électorales n'ont pu se présenter aux urnes pour leurs liens supposés avec ETA, privant ainsi des dizaines de milliers de Basques de leur droit de vote. Car, en réalité, ce n'est pas la candidature d'un homme qui est en jeu mais le fait que l'Etat espagnol refuse le droit aux Basques de choisir librement de leur futur. Car l'Etat espagnol n'est pas une démocratie..

**Retrouvez l'actualité du CSPB sur les ondes**

**Radio Libertaire (89.4 FM) / [www.radio-libertaire.net](http://www.radio-libertaire.net)**

Les 3ème jeudis : Askatasunak ! (19h30 / 20h30)

Les derniers mardis : Ca booste sous les pavés vs. CSPB (22h30 / 00h30)

**Radio Fréquence Paris Plurielle (106.3 FM) / [www.rfpp.net](http://www.rfpp.net)**

Les 2ème et 4ème samedis : Txalaparta (18h00 / 19h30)

**Toutes nos émissions sont écoutables sur notre blog : <http://cspb.unblog.fr>**